

505 LH293 / 4

6303

(1937-39)

Collaboration du personnel à la
recherche des économies

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	(s) C.A.	17.11.37	20	III
		16. 3.38		
	C.D.	18. 5.38	16	II. ter
Ordre du Jour n°7				
Instruction générale - Aff. gén. n°1		20. 6.39		

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

D

INSTRUCTION GÉNÉRALE SÉRIE ADMINISTRATIVE

Sous-Série Affaires Générales N° 1

Paris, le 20 juin 1939.

AFF.
DEL.
COL.

Nm.
40

SUGGESTIONS DES AGENTS

Article 1^{er}. — Objet.

J'ai fait connaître par l'Ordre du Jour n° 7 l'intérêt que j'attache à ce que tous les agents puissent collaborer à la recherche des économies. Pour les mettre à même de participer individuellement à notre effort de redressement, je leur ai donné la faculté de m'adresser leurs suggestions par l'intermédiaire d'un Service Central.

Les résultats déjà obtenus s'étant révélés intéressants, la présente Instruction Générale a pour objet d'étendre cette mesure à **toutes les propositions concernant l'amélioration du Service** et d'en déterminer les modalités d'application.

Article 2. — Observation générale.

Il est rappelé tout d'abord que les agents ont d'autres moyens de communiquer leurs suggestions. Ils peuvent en saisir les Représentants du Personnel des diverses délégations statutaires et, dans certaines Régions, les déposer dans des « Boîtes à idées ». Mais la meilleure méthode est celle qui consiste pour les agents à s'adresser à leurs chefs directs ; elle favorise en effet les contacts confiants que nous devons en toute occasion nous efforcer d'établir entre nous. De plus, de tels échanges de vues permettent aux agents qu'un problème intéresse, d'acquérir sur ses données des notions plus précises et d'être mis au courant des études ou des essais faits antérieurement.

Article 3. — Suggestions adressées à l'Administration Centrale.

Ainsi qu'il est indiqué à l'article 1^{er} les suggestions adressées au Directeur Général peuvent avoir trait non seulement à la recherche d'économies mais aussi aux moyens d'augmenter les recettes et d'améliorer le service.

L'Ordre du Jour N° 7 chargeait le Service de l'Organisation Technique d'examiner ces suggestions ; dorénavant, celles-ci seront soumises à l'examen d'un Ingénieur en Chef Attaché à la Direction Générale.

Article 4. — Présentation des suggestions adressées à l'Administration Centrale.

Elles doivent être présentées sous la forme d'une lettre, datée et signée, portant l'indication très lisible du nom du signataire, de son adresse, de son grade, de sa résidence et du Service auquel il appartient.

Elles seront envoyées, soit par la voie hiérarchique, soit directement, à l'adresse suivante :

« M. le Directeur Général de la S.N.C.F.
(Suggestions)
88, rue Saint-Lazare, Paris (9^e) »

Si l'agent a déjà soumis les mêmes propositions directement à ses Chefs ou par l'intermédiaire d'une boîte à idées, il devra indiquer la suite qui leur a été donnée.

Article 5. — Instruction des suggestions adressées au Directeur Général.

L'Ingénieur en Chef Attaché à la Direction Générale accusera réception. Il assurera l'instruction de toutes les suggestions ayant un caractère général. Il en sera de même de celles dont il estimera pour un motif quelconque devoir se réserver l'étude.

Il adressera aux Directeurs de l'Exploitation des Régions, pour attribution, les suggestions présentant un intérêt purement régional ou local. Dans ce cas l'accusé de réception envoyé à l'auteur en fera mention.

Le nom de l'auteur d'une suggestion ne sera connu que du Directeur Général, de l'Ingénieur en Chef, des Directeurs des Services Centraux, des Directeurs de l'Exploitation des Régions, des Chefs des Services Régionaux, et de leurs collaborateurs immédiats, à moins que le signataire de la lettre d'envoi n'ait fait connaître qu'il n'avait pas d'objection à ce que son nom figure aux différentes étapes de l'instruction.

Article 6. — Réponses aux suggestions.

L'Ingénieur en Chef Attaché à la Direction Générale répondra directement aux auteurs des suggestions qu'il aura lui-même instruites; il donnera copie de sa réponse au Directeur de l'Exploitation de la Région à laquelle est rattaché l'agent.

Lorsque la suggestion aura été envoyée pour attribution au Directeur de l'Exploitation d'une Région, celui-ci répondra directement à l'auteur et donnera copie de sa réponse à l'Ingénieur en Chef Attaché à la Direction Générale.

Les réponses devront être faites avec précision et clarté et, si les suggestions ne sont pas retenues, elles en indiqueront les motifs. Dans tous les cas elles seront adressées directement à l'agent, par lettre personnelle, à l'adresse qu'il aura indiquée; il en sera de même pour les gratifications visées à l'article ci-après.

Article 7. — Gratifications.

Des gratifications pourront être accordées aux auteurs de suggestions pour tenir compte du mérite dont ils auront fait preuve. Il est à remarquer que dans certains cas, une idée qui n'a pas été retenue doit cependant être récompensée lorsqu'elle a pu provoquer une solution intéressante à un problème sur lequel l'attention n'avait pas été attirée.

Article 8. — Comptes rendus annuels.

Au début de chaque année les Directeurs de l'Exploitation des Régions adresseront au Directeur Général un rapport d'ensemble sur les suggestions qui auront été étudiées par leurs Services.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

CD 18 mai 1958

QUESTION II^{ter} - Collaboration du
personnel à la recherche des économies.-

Le Comité est d'accord sur les mesures envisagées pour faciliter, dans toute la mesure possible, la collaboration du personnel à la recherche des économies.

Steno revue et corrigée -

M. LE PRESIDENT - Au moment où nous sommes à la recherche de toutes les économies réalisables dans notre exploitation, et où nous allons être appelés à soumettre au Gouvernement des propositions en vue de réaliser l'équilibre financier de la Société Nationale, il me semble indispensable que pas un agent du chemin de fer ne puisse dire qu'il avait des suggestions intéressantes à soumettre, sans qu'il ait pu se faire entendre. J'ai demandé à M. LE BESNERAIS de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que cette consultation générale du personnel puisse être faite. Cette collaboration peut s'exercer, soit par l'intermédiaire des délégués qui sont les représentants du personnel auprès des différents échelons de la hiérarchie de la Société Nationale, soit par l'intermédiaire des organisations syndicales qui ont exprimé le désir de collaborer avec nous dans la recherche des économies.

M. LE BESNERAIS - Les agents auront également la possibilité de nous envoyer directement leurs observations qui pourront xxxxxx être, le cas échéant, examinées avec eux.

M. LE PRESIDENT - C'est ainsi que je suis moi-même xxxxxx de temps à autre à saisir de suggestions du personnel, quelquefois appuyées xxxxxxxxxxxx par des interventions de l'extérieur. Quand ces suggestions xxx ne sont pas à retenir, il y a intérêt à ce que les intéressés le sachent et à ce qu'on leur explique les raisons pour lesquelles

elles ne peuvent être retenues.

Personne n'a d'observations à présenter sur les projets de lettres et d'ordre du jour préparés par M. LE BRESHAIS et qui vous ont été distribués ? Il y sera donc donné suite.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

~~Comité de Direction~~

~~Séances du 15 mai 1936~~

II^{ter} - Collaboration du personnel à la recherche
des économies.

adp

COMITE DE DIRECTION
du 18 MAI 1938
(Question N° *II^{te}*) 193

Mai 1938

PROJET DE LETTRE

de Monsieur LE BESNERAIS à M. les Directeurs des Régions.

Mon Cher Camarade,

Vous recevrez, d'autre part, les exemplaires nécessaires de l'Ordre du Jour que je fais paraître pour vous demander d'examiner et de faire examiner par les Fonctionnaires sous vos ordres dans les délégations statutaires toutes les mesures d'économies réalisables.

Par ailleurs, les divers Syndicats qui ont conclu avec nous une Convention Collective du Personnel du Cadre Permanent ou qui y ont adhéré m'ont maintes fois exprimé leur vif désir de collaborer avec nous dans la recherche des économies dans l'exécution d'un service auquel ils sont aussi attachés que nous-mêmes.

Cette collaboration doit normalement s'exercer dans le cadre des relations prévues à l'article 2 du Livre I du Contrat Collectif relatif au droit syndical.

En effet, chaque Union de Syndicats, aux termes de l'alinéa 3 de cet article, a désigné ou va désigner, pour permettre l'examen en commun des questions d'ordre

professionnel ou syndical, des Représentants accrédités auprès du Directeur de chaque Région.

Je vous prie de convoquer ces Représentants pour leur demander de vous présenter leurs suggestions sur des cas concrets d'économies à réaliser. Vous voudrez bien les étudier d'accord avec eux et me les transmettre d'urgence avec vos propositions sous le timbre de la Direction de l'Organisation Technique pour me permettre de m'en entretenir, le cas échéant, après étude par les Services Centraux, avec les Représentants des Fédérations Nationales accrédités auprès de moi en vertu du deuxième alinéa du même article 2 du Titre I de la Convention Collective.

Je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous sur le grand intérêt que présente la recherche d'une telle collaboration pour dégager et réaliser immédiatement toutes les économies compatibles avec la bonne marche de notre exploitation.

Votre dévoué Camarade,

Le Directeur Général,

Mai 1938

PROJET DE LETTRE

à Monsieur, Secrétaire Général de la
Fédération Nationale de

Monsieur le Secrétaire Général,

Le Livre I du Contrat Collectif de notre Personnel a prévu, dans son Article 2, les mesures nécessaires pour nous permettre d'assurer une collaboration inspirée par le désir d'améliorer, dans toute la mesure du possible, l'exploitation du Chemin de fer.

Afin de mettre en oeuvre cette collaboration, j'ai demandé aux Directeurs des diverses Régions de convoquer les Représentants des Unions de Syndicats accrédités auprès d'eux dans les conditions prévues par la lettre dont je vous adresse ci-joint copie.

Je suis certain que vous voudrez, par le moyen des Représentants accrédités auprès de moi-même, me donner tout votre appui dans cette oeuvre et, dès maintenant, je serais heureux de vous recevoir pour avoir avec vous une première prise de contact en attendant que les résultats des études faites par chaque Région puissent faire l'objet d'un nouvel examen en commun.

Veuillez agréer etc.....

Mai 1938

PROJET D'ORDRE DU JOUR N°

Le personnel sait tout l'intérêt que le Conseil d'Administration et moi-même portons à la recherche de toutes les économies réalisables dans notre Exploitation.

Les représentants du Personnel ont d'ailleurs souvent, soit directement, soit dans les réunions qu'ils ont avec leurs Chefs, suggéré des économies intéressantes.

Mais le moment me paraît venu de faire plus et de leur faciliter ces suggestions.

A cet effet, tous les fonctionnaires qui vont prochainement procéder à la réunion des délégations statutaires : Chefs d'Arrondissement, Chefs de Services, Directeurs d'Exploitation, feront précéder la réunion normale de ces délégations par une réunion préparatoire tenue un mois à l'avance au cours de laquelle les délégués apporteront sur des cas concrets leurs propositions d'économies. Celles-ci feront l'objet d'une étude par les Services intéressés en vue d'un examen, un mois après, lors de la réunion normale de la délégation.

Les résultats de cet examen me seront transmis afin

de ne permettre d'en tirer les conséquences utiles :
mesures à prendre immédiatement ou propositions à faire
au Comité et au Conseil d'Administration.

Par ailleurs, pour faciliter au Personnel la présentation des suggestions individuelles qu'il croirait pouvoir faire au point de vue économie, et pour éviter que certains puissent craindre que les idées mises en avant par eux ne soient pas transmises avec toute la célérité désirable, j'ai décidé qu'à l'exemple de ce qui se passe déjà dans certaines Régions, le Personnel pourra directement envoyer ses suggestions au Service Central où elles seront étudiées et le cas échéant examinées avec lui dans des conditions qui feront l'objet d'une instruction spéciale.

Dès maintenant, et sans attendre cette instruction, je prie les agents d'envoyer leurs suggestions sous enveloppe portant la suscription indiquée ci-dessous :

Monsieur le Directeur du Service de
l'Organisation Technique (Suggestion)
8, rue de Londres,
PARIS.

Le Directeur Général,

SOCIÉTÉ
NATIONALE
des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

ORDRE DU JOUR N° 5

Paris, le 17 mars 1938.

Je suis heureux de porter à la connaissance du personnel la lettre par laquelle Monsieur le Président du Conseil d'Administration me transmet un message du 16 mars 1938 de Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

Je suis certain que tout le personnel, pour répondre à l'appel qui lui est adressé, redoublera d'efforts pour rechercher, dans une étroite collaboration à tous les degrés, toutes les mesures susceptibles d'améliorer l'économie et le rendement de notre Exploitation.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

Paris, le 17 Mars 1938.

Le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français
à M. LE BESNERAIS, Directeur Général.

M. le Ministre des Travaux Publics me prie d'adresser au personnel de la S.N.C.F. le message ci-joint.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que les préoccupations de M. le Ministre concernant la réduction du déficit sont également celles du Conseil d'Administration et que celui-ci attache, comme M. Jules MOCH, une importance toute particulière à la collaboration du personnel.

Je vous prie, Monsieur le Directeur Général, d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

signé GUINAND.

6303
Paris, le 16 mars 1938.

Mon Cher Président,

Au moment où je suis appelé à diriger le Ministère des Travaux Publics, je vous demande de vouloir bien transmettre un message aux 500.000 cheminots de la S.N.C.F.

Beaucoup d'entre eux me connaissent et savent que, depuis bien des années, j'ai poursuivi un double but : aboutir à une transformation rationnelle de l'exploitation des chemins de fer, améliorer la situation matérielle et morale des cheminots. En contact avec eux, j'ai appris moi aussi à les connaître et sais quel personnel d'élite, imbu du sens de l'intérêt général, vous avez l'honneur de diriger.

C'est à ce sens de l'intérêt général des cheminots français que je fais appel aujourd'hui.

Ils n'ignorent pas la situation de la S.N.C.F., savent que le déficit considérable des chemins de fer pèse en fin de compte sur la trésorerie de l'Etat, que celle-ci doit faire face à des dépenses impérieuses dans le monde troublé où nous vivons et qu'ainsi, réduire dans n'importe quelle mesure le déficit des chemins de fer c'est collaborer à la défense du pays et de ses libertés.

Le rôle des cheminots peut être immense en la matière : le plus modeste d'entre eux a l'occasion, au cours de son travail, de noter une économie possible, une simplification à apporter, une suggestion à faire. Vous serez d'accord avec moi sur l'utilité d'une collaboration étroite, à tous les degrés, entre les Chefs de service et les syndicats, animés de la même volonté de réduire le déficit. Accroître le rendement individuel dans le cadre des lois en vigueur et par un travail volontairement renforcé; lutter à tout instant contre tout gaspillage de forces ou de fonds; signaler toute innovation possible; dans ce but, collaborer en pleine confiance et à tous les degrés : tel est le service que les cheminots de tous grades doivent rendre au Pays dans les circonstances présentes.

Ai-je besoin d'ajouter qu'à cet effort nécessaire ma propre collaboration ne fera pas défaut, et qu'au Ministère des Travaux Publics les dirigeants de la S.N.C.F., les organisations syndicales et l'ensemble des cheminots trouveront, non seulement un chef, mais aussi un ami qui, de toute sa volonté, contribuera à l'oeuvre commune et urgente de réorganisation des transports et de redressement financier des Chemins de fer.

Veuillez agréer, Mon Cher Président, l'assurance de mes sentiments les plus cordiaux.

Le Ministre des Travaux Publics,
signé : Jules MOCH

17 novembre 1937

QU. III - Budget d'exploitation

Collaboration du personnel à la
recherche des économies

(s) p. 20

M. BOURGIER

A cette occasion, M. BOURGIER se tourne vers ses collègues représentant le personnel pour leur dire que, dans une large mesure, ces économies qu'il réclame énergiquement avec eux tiennent beaucoup à l'action du personnel. Il voudrait que, dans la politique générale à suivre, dans l'action à imprimer aux services, la S.N.C.F. entre dans une ère de collaboration plus confiante, permettant de demander au personnel un effort plus important, puisque cet effort doit conduire à une exploitation moins chère. C'est de l'action des 500.000 cheminots que viendront surtout les économies et, à ce titre, l'action personnelle des représentants des agents est extrêmement importante.